
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1914.

Projet de loi relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, en sollicitant le vote au cours de la présente session, un projet de loi relatif à des transactions domaniales.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

I.

En vue de l'amélioration de la Lys, depuis les abords du tir communal de Gand jusqu'à la limite du territoire de Tronchiennes, et de l'établissement de la nouvelle voirie communale, une convention d'échanges de terrains a été conclue le 27 août 1913 entre l'Etat, la ville et les hospices civils de Gand.

La Ville a transféré à l'Etat une contenance de 1 h. 48 a. 12 c. à incorporer dans le nouveau lit de la rivière et estimée 14,812 francs.

L'Etat lui a abandonné une surface de 2 h. 08 a. 12 c. formée d'anciens bras de la Lys à désaffecter.

Ceux-ci étant cédés non remblayés, et sans engagement pour l'Etat d'effectuer le remblai, les deux lots ont été considérés comme ayant la même valeur.

II.

L'Etat a acquis à l'amiable de la famille Kickens, pour l'aménagement des abords de l'avenue Van Praet, une propriété bâtie sise à Laeken, rue de Bru-

xelles, d'une surface de 4 a. 36 c., moyennant le prix de 15,604 francs, dans lequel le fonds entre pour une valeur de 7 francs le mètre carré.

Les propriétaires n'ont consenti à traiter qu'à la condition que l'Etat leur cèderait, pour leur permettre de se rétablir, un terrain disponible de 7 a. 90 c. situé à proximité de celui acquis par l'Etat et dont la valeur, également calculée à 7 francs le mètre carré, soit 5,530 francs, viendrait en déduction de la somme mentionnée ci-dessus.

Entre personnes capables et maîtresses de leurs droits, l'arrangement se serait traduit par un échange avec une soulte de 10,074 francs à charge du Trésor.

Mais, vu la présence d'un enfant mineur parmi les expropriés, la combinaison a été réalisée au moyen de deux actes.

L'un contient la cession consentie à l'Etat, qui devra être soumise à l'homologation du tribunal.

L'autre a pour objet la vente du terrain de 7 a. 90 c., qui est subordonnée à la dite homologation, ainsi qu'à l'approbation de la législature, le Gouvernement ne pouvant, aux termes de la loi du 16 mars 1886, aliéner de gré à gré des immeubles dont la valeur dépasse 5,000 francs.

Dans l'espèce, l'aliénation à main ferme est justifiée par l'intérêt qu'avait l'Etat de traiter à l'amiable pour l'acquisition de la propriété qui lui est nécessaire.

III.

L'élargissement de la rue de la Limite, projeté par la commune de Wesembeek, nécessite les emprises suivantes dans le domaine de l'Etat :

1° Une bande de terrain présentant 36 mètres de longueur à la rue et contenant 1 a. 75 c., faisant partie de la parcelle section C, n° 228 du cadastre de la dite localité ;

2° Une bande de terrain contenant 62 c. à prendre le long de la rue, sur 27 mètres de longueur, dans la parcelle section C, n° 237 de la même localité.

Ces deux bandes de terrain ont une valeur vénale respective de 3,500 fr. et de 124 francs.

Le travail d'utilité publique dans le tracé duquel tombent les emprises dont il s'agit, étant de nature à augmenter la valeur du surplus des terrains, qui se trouveront à front de la rue de la Limite élargie à neuf mètres, justifie un abandon à titre gratuit par l'Etat.

Les autres propriétaires riverains du chemin à améliorer ont aussi cédé les emprises à la commune sans en réclamer la valeur.

IV.

L'exécution des plans définitifs des installations maritimes d'Ostende a amené l'incorporation :

1° De 1 h. 76 a. 56 c. de terrains communaux, dans les installations établies par l'Administration des Ponts et Chaussées;

2° De 71 a. 88 c. de terrains appartenant à l'Etat, dans les installations de la ville.

Afin de régulariser cette situation, les dits terrains ont fait l'objet d'un acte d'échange passé le 16 janvier 1914.

Les biens cédés étant estimés de part et d'autre à fr. 11.25 le mètre carré, l'opération se traduit par une soulte de fr. 117,764.77 à verser à la caisse communale.

V.

Par suite de la modification du tracé du canal de la Lys à l'Yperlée, un terrain de 95 a. 26 c., situé à Comines, est devenu sans utilité pour l'Etat.

Les Hospices civils de Comines désirant acquérir ce terrain pour y ériger un hôpital, l'Etat le leur a cédé de gré à gré pour 25,000 francs, par acte du 20 février 1914.

VI.

L'Etat possédait à Raversyde, commune de Middelkerke, entre la digue de mer et la propriété de la famille Van Iseghem, des terrains duniers d'une configuration très irrégulière.

L'article 2 de la loi domaniale du 5 mai 1902 avait autorisé le Ministre des Finances à contracter avec les riverains, au mieux des intérêts du Trésor, en vue d'une rectification des limites. Il s'agissait alors de réaliser un échange, mais cette combinaison n'a pas abouti.

Aux termes d'une convention du 24 février 1909, autorisée par l'article 2 de la loi du 31 août 1908, l'Etat a fait, avec la famille Van Iseghem, un ensemble d'arrangements tendant à assurer un aménagement convenable de la station balnéaire de Raversyde, tant sur la propriété des consorts Van Iseghem que le long et aux abords de la digue de mer. Il a abandonné gratuitement les terrains incorporés dans les avenues créées par MM. Van Iseghem sur leur domaine, et prolongées par eux jusqu'à la digue. Il a vendu 43 a. 51 c. de ses terrains, tombant presque entièrement dans la zone de 25 mètres de profondeur longeant la digue, moyennant le prix de fr. 157,642.50.

L'Etat possède encore deux blocs contenant ensemble 46 a. 08 c. et dont la profondeur est de 45 à 55 mètres.

M. Georges Van Iseghem, qui a repris l'affaire de Raversyde, a demandé à les acquérir, afin que sa propriété aboutisse à la digue sur toute sa longueur, et parce que l'un des blocs comprend l'emplacement qu'il juge le plus favorable pour la construction d'un hôtel important qui manque dans la station balnéaire.

Le Gouvernement les lui a vendus par acte du 21 mars 1914 au prix de 93,650 francs.

Ce prix représente la valeur des immeubles en tenant compte de la profondeur des blocs, — des zones de recul imposées sur tout le développement aux voies publiques, — du petit nombre d'emplacements qui pourront avoir vue directe sur la mer, — et de la longue période de temps qu'il faudra pour les aliéner en détail. La faveur du public se porte actuellement vers d'autres parties de la côte; la station balnéaire de Raversyde n'a pas eu de vogue jusqu'ici et les ventes y sont rares; durant les cinq dernières années, il en a été réalisé huit, — dont trois à front de la mer au prix moyen de 59 francs le mètre carré.

VII.

M. Guillaume Duden, décédé en 1894, a légué à S. M. Léopold II la moitié de sa campagne de Forest, d'une superficie de 23 hectares, à charge de convertir cette propriété, après la mort de M^{me} Duden, en un parc public portant le nom de « Parc Duden ». Le bénéfice de ce legs est passé, en vertu de la donation royale du 9 avril 1900, à l'Etat belge, et celui-ci a recueilli l'autre moitié de la campagne, sous la même condition, dans la succession de M^{me} Duden, décédée le 30 août 1911. Le parc est ouvert au public depuis deux ans.

M. et M^{me} Duden ont, par leurs testaments, laissé aux légataires la libre disposition des bâtiments et des serres. Etant donnée la configuration du terrain, il faut admettre que les testateurs ont entendu abandonner aux légataires le libre usage non seulement des serres elles-mêmes, mais aussi du terrain d'environ 2 hectares qui les environne, autrefois jardin potager et fruitier et nettement séparé du surplus de la propriété par des haies ou des chemins. Ce terrain est situé dans le bas du domaine, le long de la chaussée de Bruxelles.

« L'Union Saint-Gilloise », la société sportive bien connue, en a demandé la location dans le but d'y établir, pour l'exercice des sports pratiqués par ses membres, un stand dont certaines parties seraient accessibles aux élèves des écoles de Saint-Gilles et de Forest.

Il a paru au Gouvernement que la dite location ne nuirait aucunement au parc public. D'un autre côté, l'établissement d'installations de jeux destinées aux amateurs de sports et aux enfants des écoles semble bien rentrer dans les vues qui ont inspiré M. et M^{me} Duden; ces installations ne pourront qu'attirer au « Parc Duden » un public plus nombreux, répandant ainsi davantage le souvenir des généreux donateurs auxquels la population doit la jouissance de cette propriété.

Le projet a d'ailleurs reçu l'assentiment des exécuteurs testamentaires de M^{me} Duden et des principaux héritiers.

Suivant acte du 2 avril 1914, le terrain a été donné en location à l'« Union Saint-Gilloise » pour le terme de trente ans prenant cours le 1^{er} septembre prochain, moyennant un loyer annuel de mille francs.

La volonté du bailleur, acceptée par la locataire, est qu'à raison du voisinage du parc public Duden, l'ensemble des installations doit sauvegarder

le point de vue esthétique. Il est entendu, d'une manière générale, que la société prendra dans ce but, d'initiative ou sur réquisition de l'État, toutes les mesures qui seront reconnues utiles, bien qu'elles ne soient pas spécifiées dans le contrat.

Les terrains de jeux seront aménagés selon les indications d'un plan annexé à l'acte.

Du côté du parc Duden, les talus-gradins devront être gazonnés parsemés de fleurs champêtres et plantés d'arbustes.

La tribune à construire à front du nouvel alignement de la chaussée de Bruxelles sera conforme à quatre plans joints à la convention.

Les installations de la partie couverte des gradins du fond, qui seraient visibles du parc Duden, devront être agrémentées ou cachées au moyen de plantations.

Les plans de toutes autres installations devront être approuvés par le bailleur.

Le stand sera clôturé sur tout son pourtour par un treillis genre clôture de tennis. Cependant, si l'État décidait de placer un grillage en fer le long de la chaussée de Bruxelles, pour clôturer le parc Duden en deça ou au delà du stand, la société devrait établir un grillage du même modèle pour clôturer son terrain le long de la dite chaussée.

L'entrée des terrains de jeux aura lieu exclusivement par cette chaussée; aucune entrée ne pourra être ménagée des autres côtés du stand.

Afin d'éviter les dégâts dans le parc Duden, l'État y renforcera la surveillance les jours de fêtes et réunions sportives organisées par l'« Union Saint-Gilloise ». Celle-ci paiera les surveillants de renfort.

A la fin du bail, toutes les constructions et installations immobilières, les aménagements effectués au sol et les plantations existant alors deviendront la pleine propriété de l'État, sans indemnité.

L'État pourra disposer gratuitement de deux parties du stand, les lundis, mardis et vendredis toute la journée, ainsi que durant les matinées des mercredis, jeudis et samedis, pour l'usage des enfants des écoles communales et libres de Saint-Gilles et de Forest ou pour les œuvres se rattachant à ces écoles. Les écoliers autorisés à fréquenter ces parties des terrains de jeux, ne pourront y venir qu'en groupe sous la surveillance d'un nombre suffisant, d'instituteurs ou institutrices. Les communes ou les directions des écoles devront s'engager à réparer les dégâts que commettraient les élèves. Elles devront s'entendre avec l'« Union Saint-Gilloise » pour le paiement total ou partiel, si celle-ci l'exige, des installations spéciales nécessaires aux écoliers. Un règlement sera établi à ce sujet de concert entre le bailleur et la locataire.

Les serres qui tombent dans l'emplacement du stand seront démolies par la société, l'État se réservant certains matériaux dont il pourra avoir le emploi.

Les arbres à abattre ne présentent rien d'intéressant. Le seul sujet de valeur (un hêtre rouge) qui se trouve dans le périmètre du terrain loué, sera conservé, selon le vœu formulé par la famille Duden.

VIII.

Le bassin à flot de Nieuport est placé sous le régime ci-après :

Il a été construit par l'Etat, à qui il a coûté 1,703,000 francs.

Les taxes maritimes y sont perçues par l'Administration des Domaines au profit du Trésor.

Lorsque le mouvement total annuel, en entrées et sorties, aura atteint 500,000 tonnes Moorsom, le bassin et ses dépendances deviendront la propriété de la ville ; dès ce moment, celle-ci percevra les taxes à son profit, mais elle devra alors rembourser à l'Etat, en dix annuités, le coût des ouvrages.

La note préliminaire du budget extraordinaire pour l'exercice 1888 (*Doc. parl. Chambre des Représentants, séance du 10 avril 1887, n° 159*), expliquait dans les termes suivants l'intervention de l'Etat :

« La nécessité de l'établissement à Nieuport d'un bassin à flot a été depuis
» longtemps constatée; le commerce le réclame et l'exportation des produits
» agricoles et maraîchers des Flandres en retirerait de grands avantages. Le
» Gouvernement croit qu'il ne faut pas tarder davantage à réaliser cette amé-
» lioration. La dépense à faire est une charge communale. Partout les bas-
» sins ont été établis aux frais des villes où ils sont situés et elles en ont,
» d'autre part, le revenu. Mais la situation financière de la ville de Nieuport
» ne lui permettrait pas aujourd'hui de trouver les capitaux nécessaires et le
» Gouvernement demande à en faire l'avance. »

Les arrangements intervenus avec la ville ont été actés par une convention des 21/31 mai 1893, qui a été approuvée par l'article 3 de la loi domaniale du 11 septembre 1893 (*Moniteur du 19, p. 3470*).

Par suite du développement du commerce maritime de Nieuport en ces dernières années, l'utilité se fait sentir de compléter et d'étendre les installations réalisées d'après la convention précitée. Les travaux projetés comprennent l'établissement d'une seconde écluse dans le chenal d'accès du bassin à flot, avec débarcadère à marée, le prolongement de l'appontement existant dans le bassin, et la construction d'une écluse de batelage avec pont mobile entre le bassin à flot et l'arrière port.

Un crédit de 900,000 francs est porté au budget extraordinaire de 1912 pour effectuer une partie de ces travaux.

Le Gouvernement a passé avec la ville un acte additionnel, plaçant sous le régime de la convention de 1893 les extensions prévues des installations maritimes qui constituent une charge communale.

L'Etat exécutera donc à ses frais ces divers ouvrages, dont le coût est estimé à 1,793,000 francs, de sorte que la somme totale à rembourser par la ville, en cas de reprise, s'élèvera à environ 3,500,000 francs.

Par modification au contrat de 1893, la reprise aura lieu lorsque le mouvement total annuel, entrées et sorties, atteindra le chiffre de 600,000 tonnes Moorsom, et le remboursement du capital engagé s'effectuera en trente annuités.

L'article 6 de la loi susvisée du 11 septembre 1895 a délégué au Gouvernement le pouvoir de créer des taxes pour l'usage du bassin à flot de Nieuport et d'en déterminer les tarifs. Cette disposition doit être étendue aux installations agrandies.

Il a paru utile de donner à la stipulation relative à Nieuport une portée générale s'appliquant aux installations de l'Etat dépendant de ports maritimes ou en rivière.

IX.

En 1909, la commune de Pâturages a sollicité l'autorisation de faire des recherches d'eau potable dans la forêt de Collfontaine; elle lui a été accordée sous diverses conditions de nature à sauvegarder la propriété domaniale.

Les recherches ayant donné des résultats favorables, la commune a demandé l'autorisation :

1° De capter les sources de l'Ermite et du Cérissier ;

2° D'établir une galerie de drainage d'environ 1,300 mètres de longueur dans les sous-sols de la forêt ;

3° De faire dans celle-ci les diverses installations indispensables pour le fonctionnement régulier des travaux de captage, y compris l'adduction et le refoulement des eaux jusqu'aux réservoirs de distribution, qui seront placés en dehors du bois.

L'alimentation en eau potable d'une importante commune du Borinage mérite certes la plus sérieuse considération.

D'autre part, cependant, le bois de Collfontaine ayant été acquis par l'Etat à la suite d'une manifestation de l'opinion publique, afin d'en assurer le maintien, le projet de convention ne pouvait être admis que pour autant qu'il fut compatible avec la conservation de la forêt.

Après examen des divers côtés de la question, le Gouvernement estime que les travaux projetés pourront se faire sans dommage appréciable pour la propriété, moyennant de creuser les galeries à une profondeur suffisante, de manière à en réduire la puissance asséchante sur les couches superficielles.

La convention serait conclue pour le terme de cinquante années.

La commune verserait à l'Etat, à titre de redevance récoognitive, une somme annuelle de 300 francs; elle raccorderait la maison forestière à la distribution et fournirait gratuitement l'abonnement; elle paierait la valeur des plantations dont l'abatage serait reconnu nécessaire pour l'exécution des travaux; les tracés des tranchées étant établis de manière à éviter autant que possible les abatages et en décrivant au besoin des courbes, afin de conserver les sujets de valeur; elle établirait autant que possible au dessus de la conduite d'adduction, un chemin d'environ 1,100 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur en bordure du ruisseau de Collfontaine; si, contre toute attente, l'existence de la galerie portait préjudice à la culture forestière, elle dédommagerait l'Etat de ce chef.

Les matériaux provenant des puits et de la galerie de drainage devraient être évacués hors du bois au fur et à mesure de leur extraction; toutefois, l'Administration forestière aurait le droit de retenir et de faire déposer en un

endroit déterminé tous les matériaux qui lui conviendraient, spécialement pour l'entretien des chemins empierrés de la forêt.

L'autorisation d'effectuer les travaux serait accordée sous réserve des droits de la Société anonyme des Charbonnages Nord-Ouest de la Bohême, au profit de laquelle une option d'achat de 10 hectares a été reconnue dans l'acte d'acquisition du domaine par l'État.

Peut-être pourrait-on craindre que, par l'effet de la galerie de drainage et du captage des deux sources, le ruisseau de Colfontaine ne voit son débit réduit pendant les périodes de sécheresse, ce qui serait un charme de moins pour la forêt et un tort causé à la chasse et aux oiseaux. Mais cet inconvénient éventuel ne peut être mis en balance avec l'intérêt majeur que présente l'alimentation en eau potable d'une population industrielle de plus de 11,000 âmes. La commune de Pâturages aurait, le cas échéant, à garantir l'État contre les réclamations émanant d'industriels qui utilisent les eaux du ruisseau en aval de la forêt.

La commune envisage l'éventualité du prolongement ultérieur de la galerie captante sur une longueur d'environ 900 mètres, vers le sud, jusqu'à la limite du bois; ce point serait réservé; l'extension de la galerie ferait l'objet d'un second contrat, en cas de besoin reconnu.

Le Gouvernement est d'accord avec la commune sur les dispositions à adopter, mais non encore sur le texte détaillé de l'acte.

Afin d'éviter une perte de temps, il sollicite de la Législature l'autorisation de contracter aux principales conditions qui précèdent.

X.

En vue de réaliser l'aménagement approuvé de la station de Charleroi-Sud-Quai, l'Administration des Chemins de fer doit acquérir une emprise de 34 a. 92 c. dans des terrains appartenant à la Société anonyme du Charbonnage de Marcinelle-Nord. Par comparaison avec les prix payés pour les emprises voisines et avec le résultat d'une expertise judiciaire récente portant sur une parcelle presque contiguë destinée au même travail, cette emprise peut être évaluée à 14,500 francs (41,300 francs l'hectare) . . . ci. 14,500

A proximité de cette emprise, l'Etat dispose d'un excédent de terrain d'une superficie de 33 a. 50 c., acquis en 1906 au prix de 28,000 francs l'hectare et dont il n'a pas usage. Cet excédent se trouve actuellement enclavé entre deux lignes de chemin de fer en remblai et les propriétés de la Société du Charbonnage de Marcinelle-Nord et ne convient qu'à celle-ci. Elle l'accepte en échange de l'emprise dont il s'agit ci-dessus et consent à ce que son estimation soit fixée au prix coûtant 28,000 francs l'hectare, bien que le terrain ait perdu de sa valeur depuis 1906 parce qu'il a été ultérieurement séparé de la voirie par les travaux réalisés . . . ; . . . 9,940

Différence . . . fr. 4,560

L'Etat paiera à la Société une soulte de 4,500 francs.

XI.

L'établissement de la quadruple voie entre les stations de Liège-Guillemins et Chênée nécessite, à proximité de la gare de cette dernière localité, le déplacement de la route de la Vesdre au droit des usines de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, à Angleur, et la construction d'un nouveau pont-route sur l'Ourthe à Chênée.

Pour l'exécution de ces travaux, des emprises d'une contenance totale de 26 a. 19 c. devront être opérées dans les parcelles cadastrales n^{os} 314^z, 314 ^x/₂, 314 ^L/₂, 314 ¹/₂, 348ⁱ et 347^a, section D de la commune d'Angleur, appartenant à la dite Société. Celle-ci a consenti à les céder au prix de 10 fr. le mètre carré, ci fr. 26,190.00
plus une somme de fr. 64,302,71
à titre de dédommagement des frais de démolition et de reconstruction d'installations existantes sur les emprises. En outre, l'Etat aurait à lui verser une somme de fr. 8,980,65 si, au cours de l'exécution des travaux, il était reconnu nécessaire de supprimer la conduite d'aspiration et l'égout se trouvant sous les emprises.

Ensemble. . . fr. 90,492,71

L'Etat a cédé en échange à la Société de la Vieille-Montagne les immeubles ci-après, situés à Angleur :

1^o 67 a. 36 c. de la parcelle cadastrée section D, n° 550^e, sur laquelle la dite société a, en vertu d'une convention en date du 13 août 1852, établi un dépôt considérable de cendrées et de détritrus d'usines; cette convention est résiliable en tout temps par l'Etat, mais à condition de reprendre le terrain avec les dépôts y effectués; eu égard à cette dépréciation, la valeur du terrain est fixée à 6 fr. le mètre carré; ci . fr. 40,416 »

2^o Un tronçon de l'ancienne route de la Vestre ainsi qu'une languette de terrain faisant partie de l'assiette du railway et destinée à permettre à la société d'effectuer le virage des grands wagons sur les plaques tournantes installées sur les voies de son raccordement, tout en donnant plus d'aisance le long des voies de l'Etat et en faisant disparaître un danger pour la circulation des agents le long de la ligne; ces terrains, situés au droit des établissements de la Vieille-Montagne, ont une contenance totale de 19 a. 32 c. et sont évalués à 10 francs le mètre carré. fr. 19,330 »

3^o Une maisonnette et un abri se trouvant sur la parcelle n° 2, estimés. fr. 2,500 »

A reporter. . .

Report. . .

De plus, la société supportera le coût de l'allongement des arcades se trouvant sous la voie ferrée; il est porté de ce chef une somme de 25,000 francs; un règlement de compte interviendra à ce sujet après l'exécution des travaux

25,000 »

87,236 »

L'Etat payera à la Société de la Vieille-Montagne une soulte de fr. 3,256.71

XII.

L'Administration des Chemins de fer doit établir entre les stations de Châtelineau et de Le Câmpinaire, une gare de formation dont la plate-forme s'étendra en partie sur les terrains de la Société anonyme du Charbonnage d'Aiseau-Presles.

Les emprises d'une contenance de 42 a. 21 c., prévues dans ces terrains, servent partiellement d'assiette à la voie de raccordement rattachant les installations de la société à la station de Châtelineau. Un viaduc existant au-dessus des voies de l'Etat à la sortie de cette dernière gare devra être élargi, ce qui entraîne la disparition d'un pont livrant passage au raccordement précité, sous le chemin vicinal dit « des Prairies » et sous le trainage mécanique de la Société du Gouffre, à Châtelineau.

Il en résulte que les voies ferrées de la Société d'Aiseau-Presles devront subir de profondes modifications. Le raccordement se greffe actuellement sur les voies de la cour aux marchandises de la station de Châtelineau. La jonction devra être reculée au delà du viaduc à élargir, soit de 165 mètres environ, et, de ce fait, pour respecter les rayons réglementaires des courbes, il faudra modifier tout le dispositif des voies ferrées de la société. Pour conserver à ces voies tout leur développement actuel, il faudra même les établir sur un terrain d'une superficie de 51 ares 53 centiares, que l'Etat a acquis dernièrement, au prix de 25,000 francs l'hectare, comme excédent d'emprise, afin d'éviter le paiement d'une indemnité de dépréciation.

Les modifications qui viennent d'être indiquées causent à la Société du Charbonnage d'Aiseau-Presles un préjudice très sensible et il est à présumer que, si l'Administration des chemins de fer s'était bornée à l'acquisition pure et simple des emprises et du pont, elle aurait été amenée à payer à l'intéressée une indemnité importante. C'est cette éventualité qui a amené l'Etat à proposer à la Société un échange entre les emprises prévues dans sa propriété et la parcelle de terrain domanial disponible.

La Société a accepté cet échange, qui se fait sans soulte. Il en résulte que, sans tenir compte de la valeur du pont, l'Etat se procure une superficie de 42 ares 21 centiares de terrain, en grande partie industriel, moyennant le prix de fr. 7,882.50, soit à raison de 18,675 francs l'hectare environ.

Il est à noter, en outre, que l'Etat n'aurait pu obtenir le prix de 25,000 fr. l'hectare pour son terrain, de la part d'un acquéreur autre que la co-échangiste.

L'Etat prend à sa charge les modifications aux voies ferrées de la société, mais ce sont là des dépenses qui, de toute façon, lui auraient incombé.

XIII.

La ville de Malines est traversée par quantité de rivelets qui contribuaient à l'écoulement des eaux de la Dyle, dont ils formaient des bras secondaires.

Depuis la création par l'Etat de la Dyle-Bassin et la construction des écluses d'amont et d'aval, ces cours d'eau ont perdu le caractère de voies d'écoulement d'eaux naturelles, le niveau de l'eau y restant constant comme dans la Dyle-Bassin. L'eau y est donc stagnante et les immondices s'y amassent, compromettant gravement l'état sanitaire de la ville.

Celle-ci a décidé de transformer les rivelets en un réseau d'égouts qui débouchera dans la dérivation de la Dyle. Dans toutes les parties à ciel ouvert, elle établira des collecteurs; dans les parties qui ont déjà été couvertes par les riverains, elle construira des radiers ovoïdes.

A l'occasion de l'exécution de cette importante entreprise, la ville de Malines a demandé la cession gratuite de la propriété des rivelets à supprimer.

Ceux-ci ont une contenance totale de 3 h. 06 a. 25 c.; les ouvrages — collecteurs et radiers, — occuperont 1 h. 36 a. 38 c.; la différence soit 1 h. 69 a. 97 c. se rapporte aux parties qui peuvent être comblées parce que les dits ouvrages n'occuperont pas toute la largeur des lits actuels des cours d'eau.

Le Gouvernement s'est engagé à subsidier le travail et à présenter à la législature un projet de loi portant cession gratuite à la ville de la propriété des rivelets et bras de rivière *intra-muros*.

Par contre la ville s'est obligée :

I. A conserver dans son domaine la propriété des emplacements des rivelets et à n'y point permettre de constructions nouvelles, afin de conserver le libre accès en tous points des ouvrages en vue des travaux d'entretien et de curage; cette obligation s'entend de toute la surface de 3 h. 06 a. 25 c. actuellement occupée par les rivelets, la disposition du seul emplacement des collecteurs ne suffisant pas : aucune partie ne pourra donc être vendue par la ville et n'aurait pu l'être par l'Etat;

II. A maintenir les situations acquises à l'égard des propriétaires qui ont érigé des constructions sur les parties déjà voutées;

III. A défendre à l'avenir tout raccordement aux égouts des latrines ou des usines écoulant des eaux impures et à poursuivre, par tous les moyens en son pouvoir, la suppression des écoulements de l'espèce qui existeraient actuellement;

IV. A débarrasser, avant leur déversement dans la Dyle, les eaux usées des matières solides qu'elles tiennent en suspension;

V. A faire exécuter dans les collecteurs à établir et dans celui du Hairgracht des chasses d'eau périodiques dans la dérivation, les eaux dans la Dyle-Bassin étant retenues au moins à la cote 4.50;

VI. A faire procéder à des chasses au moins deux fois par semaine, à les conduire de manière à ce que chacun des collecteurs soit lavé par les eaux de chasse au moins une fois tous les quinze jours; ces chasses se feront sous le contrôle de l'ingénieur des Ponts et Chaussées;

VII. A faire enlever, à chaque réquisition de l'Administration des Ponts et Chaussées, les dépôts que les eaux d'égout formeraient dans la dérivation en une zone dont les limites seront fixées ultérieurement;

VIII. A établir, à la première invitation qui lui en sera faite par le département des Travaux publics, une usine d'épuration des eaux d'égouts, si les mesures indiquées ci-dessus sont reconnues insuffisantes.

XIV.

Pour permettre l'aménagement définitif de la station de Wevelghem, des emprises contenant ensemble 2 a. 87 c., doivent être faites dans des constructions appartenant à M. Constant Deconinck-Laperre et à ses enfants.

La famille Deconinck a cédé des emprises pour le prix total de 15,415 fr., mais sous condition que l'Etat lui cède en échange, pour un prix de 8,000 francs, la parcelle domaniale n° 704^{K4}, S^{on} B de la commune de Wevelghem.

Cette parcelle, qui constitue un terrain à bâtir, sis à front de la rue dite « Hoogstraat », a une surface de 615 mètres carrés. Le prix offert correspond à un taux de 20 francs le mètre carré pour le terrain à front de la rue sur 40 mètres de profondeur et d'environ 4,francs 132 le mètre carré pour le terrain de fond. Il est très satisfaisant.

XV.

Le mur de soutènement construit le long de l'usine de la famille Bervoets, aux abords de la nouvelle gare aux marchandises de Bruxelles-Midi, a subi un tassement vertical et s'est légèrement infléchi vers l'extérieur, sous la poussée des remblais effectués pour la mise sous profil des nouvelles voies surélevées de la ligne de ceinture.

Le tassement des terres sous l'assiette de fondation a donné lieu à un mouvement du sol vers l'usine précitée, provoquant une poussée, vers l'intérieur de l'immeuble, du mur extérieur du bâtiment établi à la limite des terrains de l'État.

Celui-ci est responsable des dégâts causés par ses travaux aux bâtiments et au matériel de l'usine, ainsi que du trouble dans l'exploitation de cette dernière durant l'exécution des réparations.

Au cours des négociations, la famille Bervoets s'est montrée disposée à renoncer à toute réclamation si l'État voulait lui abandonner un excédent de 207m² 43cm², séparant son usine de la rue à établir latéralement à la gare aux marchandises. Cet excédent n'a d'autres tenants que la dite usine et les

dépendances du chemin de fer ; il a la forme d'un triangle de 8 m. 60 cm. de base sur 48 m. 24 cm. de hauteur.

Le Gouvernement a accepté cet arrangement, qu'il estime fort avantageux pour l'Etat.

XVI.

L'Etat possède, le long de la rive gauche du canal du Centre, à l'amont de l'écluse des Wartons, à Obourg :

1° Un terrain de 64 a. 37 c. 27 dm., où il a été emprunté des terres argileuses pour l'exécution de corrois ou l'amélioration des digues ; la parcelle a ensuite servi en partie de lieu de dépôt pour les produits de dragages, mais elle n'est pas remblayée entièrement ;

2° Un terrain de 1 a. 66 c. 17 dm., situé à l'aval du premier et qui, après avoir servi de lieu d'emprunt, a été remblayé à son niveau primitif.

Il croît sur les deux parcelles 156 peupliers datant de 1906.

D'autre part, la Société anonyme des Ciments de Mons possède dans le voisinage une parcelle de 55 a. 29 c. qui constitue un excellent lieu d'emprunt de terres dont l'Etat pourrait avoir besoin pour l'amélioration des digues de la 1^{re} section du canal.

Le Gouvernement et la Société ont convenu de faire un échange sur les bases ci-après :

Valeur du terrain de 64 a. 37 c. 27 dm., à 7,500 francs	
l'hectare	fr. 4,827 95
Valeur du terrain de 1 a. 66 c. 17 dm., à 10,000 fr. l'hectare.	166 17
	fr. 4,994 12
Estimation des arbres, représentant non la valeur actuellement réalisable, mais le bénéfice que l'Etat pouvait attendre de la plantation arrivée à maturité, diminué de l'escompte pour la période à courir jusqu'alors	fr. 3,201 12
Total.	fr. 8,195 24
Valeur du terrain de 55 a. 29 c. à 10,000 francs l'hectare.	fr. 5,529 06
Soulte à payer par la Société.	fr. 2,666 18

XVII.

Le tracé adopté à la hauteur d'Eeckeren pour l'établissement de la deuxième ligne de défense de la position fortifiée d'Anvers, les travaux de détournement des Schyns et la construction des voies de raccordement à la grande gare de formation destinée à desservir les nouvelles installations maritimes, nécessite l'expropriation de nombreuses habitations faisant partie de l'agglomération d'Eeckeren, ainsi que le morcellement de propriétés très importantes.

Dans le but de ne pas séparer par un obstacle les deux parties de la com-

mune et d'éviter des expropriations coûteuses à l'intérieur du village, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de modifier légèrement le tracé primitif.

Il prie la Législature de vouloir bien autoriser à la zone des emprises décrétées par l'article 8 de la loi du 10 mai 1900 et par les lois complémentaires du 18 août 1907 (art. 7), du 16 septembre 1908 (art. 10), et du 18 mai 1912 (art. 6), les changements indiqués aux plans et tableaux ci-joints approuvés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics le 25 mars 1914.

Les dépenses relatives aux nouvelles emprises seraient imputées sur les crédits dont dispose le Gouvernement pour les expropriations abandonnées.

Le Ministre des Finances,

A. VANDE VYVERE.

PROJET DE LOI

relatif à des aliénations d'immeubles
domaniaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres de la Guerre, des Finances, de l'Agriculture et des Travaux publics, et des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1^o L'acte du 27 août 1913, aux termes duquel la ville de Gand cède à l'Etat des terrains contenant 1 h. 48 a. 12 c., à incorporer dans le nouveau lit de la Lys, en échange d'une surface de 2 h. 08 a. 12 c., formée d'anciens bras de la rivière à désaffecter, et sans stipulation de soulte;

2^o L'acte du 5 janvier 1914, portant vente à la famille Kiekens,

WETSONTWERP

bertreffende vervreemdingen van onroerende domeingoederen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Oorlog, van Financiën, van Landbouw en Openbare Werken, en van Spoorwegen, Zeewezzen, Posterijen en Telegrafien,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ
BESLUITEN :**

Onze Minister van Financiën zal in Onzen Naam bij de wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1^o De akte van 27 Augustus 1913 luidens dewelke de stad Gent aan den Staat gronden afstaat gezamenlijk groot 1 h. 48 a. 12 c., in te lijven bij de nieuwe bedding van de Leie, in ruiling tegen eene oppervlakte van 2 h. 08 a. 12 c., samengesteld uit oude op de heffen rivierarmen, en dit zonder beding van toegift;

2^o De akte van 5 Januari 1914, houdende verkoop aan de familie

moyennant le prix de 3,530 francs, d'un terrain de 790 mètres carrés situé rue de Bruxelles, à Laeken;

3° L'acte du 5 janvier 1914, contenant cession à titre gratuit à la commune de Wesembeeck, en vue de l'élargissement de la rue de la Limite, de deux bandes de terrain contenant ensemble 2 a. 37 c. à prendre dans les parcelles cadastrées section C, n°s 228 et 237;

4° L'acte du 16 janvier 1914, portant cession à l'Etat, par la ville d'Ostende, de 1 h. 76 a. 56 c. de terrains situés dans la zone des installations maritimes, — en échange de 71 a. 88 c. de terrains domaniaux situés dans la même zone; — et moyennant une soulte de fr. 117 mille 764.77 à verser par le Trésor;

5° L'acte du 20 février 1914, par lequel l'Etat belge a vendu aux Hospices civils de Comines, au prix de 23,000 francs, pour y ériger un hôpital, un terrain de 93 a. 26 c. situé à Comines, provenant tant du tracé abandonné du canal de la Lys à l'Yperlée que des excédents de terrains acquis pour le nouveau tracé;

6° L'acte du 21 mars 1914, par lequel l'Etat belge a vendu à M. Georges Van Iseghem, propriétaire à Gand, moyennant le prix de 93,650 francs, deux blocs de terrain d'unier, situés à Raversyde (commune de Middelkerke), entre la digue de mer et la propriété de l'acquéreur, contenant ensemble 46 a. 08 c. 80 dm.;

7° L'acte du 2 avril 1914, portant location à l'« Union Saint-Gil-

Kiekens, mits den prijs van 3,530 frank, van een terrein van 790 vierkante meter gelegen Brusselsche straat, te Laeken;

3° De akte van 5 Januari 1914, houdende afstand, te kosteloos, titel, aan de gemeente Wesembeeck, met het oog op de verbreeding der Grensstraat, van tweestrooken grond gezamenlijk groot 2 a. 37 c. te nemen in de perceelen gekadastraerd sectie C, n°s 228 en 237;

4° De akte van 16 Januari 1914, houdende afstand aan den Staat, door de stad Oostende, van 1 h. 76 a. 56 c. gronden gelegen in den kring der haveninrichtingen, — in ruiling tegen 71 a. 88 c. in denzelfden kring gelegen domeingronden, — en mits eene door de schatkist te storten toegift van fr. 117,764.77;

5° De akte van 20 Februari 1914, waarbij de Belgische Staat aan de Burgerlijke Godshuizen van Komen, tegen den prijs van 23,000 frank, voor het oprichten van een ziekenhuis, een terrein van 93 a. 26 c. heeft verkocht, gelegen te Komen, voortkomende zoowel van het onuitgevoerd tracé der vaart van de Leie naar de Yperlée, als van de overhoeken van de gronden aangekocht voor het nieuwe tracé;

6° De akte van 21 Maart 1914, waarbij door den Staat aan den heer Joris Van Iseghem, eigenaar te Gent, worden verkocht, tegen den prijs van 93,650 frank, twee duingrondblokken, gezamenlijk groot 46 a. 08 c. 80 dca., gelegen te Raversyde (gemeente Middelkerke), tusschen den zeedijk en het goed van den kooper;

7° De akte van 2 April 1914, houdende verhuring aan de « Union

loise », société coopérative de sports, établie à Saint-Gilles, pour le terme de trente années et moyennant un loyer annuel de 1,000 francs, d'un terrain d'environ 2 hectares dépendant de l'ancienne propriété Duden, à Forest ;

8° La convention conclue les 30 mai-30 juin 1913 entre l'Etat et la ville de Nieupoort, en vue de l'extension des installations maritimes.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

I. A accorder à la commune de Pâturages l'autorisation de capter les sources de l'Ermite et du Cerisier, et d'établir une galerie de drainage d'environ 1,300 mètres de longueur, susceptible de prolongement en cas de besoin, dans la forêt de Colfontaine, aux principales conditions indiquées dans l'exposé des motifs de la présente loi ;

II. A céder à la Société anonyme du Charbonnage de Marcinelle-Nord 35 a. 50 c. de terrain provenant de la parcelle section A, n° 94^s du cadastre de Couillet, en échange d'emprises contenant ensemble 34 a. 92 c. à faire dans les parcelles section A, 617^a du cadastre de Marcinelle, section A, n°s 58^s, 59ⁱ, 59^m et 59^o de Couillet, et à charge par l'Etat de payer à la Société une soulte de 4,500 francs ;

III. A céder à la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, à Liège, des immeubles domaniaux d'une contenance totale

Saint-Gilloise », samenwerkende sportverenootschap gevestigd te Sint-Gillis, voor eenen termijn van dertig jaar en mits eene jaarlijksche huur van 1,000 frank, van een terrein, ongeveer 2 hectaren groot, deel uitmakende van het voormalig eigendom Duden, te Vorst ;

8° De overeenkomst op 30 Mei-30 Juni 1913 tusschen den Staat en de stad Nieupoort gesloten, met het oog op de uitbreiding van de haveninrichtingen.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd om :

I. Aan de gemeente Pâturages vergunning te verleen en om de bronnen van « l'Ermite » en van « Cerisier » te leiden en eene ongeveer 1,300 meter lange, desnoods voor verlenging vatbare, draineergang aan te leggen in het woud van Colfontaine, onder de hoofdwwaarden aangeduid in de memorie van toelichting van deze wet.

II. Aan de « Société anonyme du Charbonnage de Marcinelle-Nord » 35 a. 50 c. grond af te staan, voortkomende van het perceel sectie A, n° 94^s van het kadaster van Couillet, in ruiling tegen gronden gezamenlijk groot 34 a. 92 c. te nemen in de perceelen sectie A, n° 617^a van het kadaster van Marcinelle, sectie A, n°s 58^s, 59ⁱ, 59^m en 59^o van Couillet, en mits eene toegift van 4,500 frank door den Staat aan de vennootschap te betalen ;

III. Aan de « Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne », te Luik, onroerende domeingoederen, gezamenlijk groot 86 a.

de 86 a. 68 c. situés à Angleur, en échange d'emprises contenant ensemble 26 a. 19 c. à opérer dans les parcelles cadastrales n^{os} 314^r, 314^{k2}, 314^{l2}, 314ⁱ², 348ⁱ et 347^a, section D de la commune d'Angleur, et moyennant une soulte de fr. 3 mille 236.71 à payer par l'État;

IV. A céder à la Société anonyme du Charbonnage d'Aiseau-Presles, à Farciennes, 31 a. 53 c. de terrain provenant de la parcelle section A, n^o 284^a du cadastre de Châtelineau, en échange d'emprises contenant 42 a. 21 c., renseignées au cadastre de Châtelineau section A, n^{os} 277^{h7}, 284^b partie et 327, sans soulte de part ni d'autre;

V. A céder gratuitement à la ville de Malines, la propriété des rivelets et bras de rivière *intra-muros*, à transformer par la cessionnaire en un réseau d'égouts.

VI. A céder à M. Constant De Coninck-Laperre et à ses enfants : un terrain de 6 a. 15 c., situé à Wevelghem, section B, n^o 704^{k4}, dépendant du chemin de fer de Courtrai à Menin, en échange d'emprises à effectuer, pour l'aménagement de la station, dans deux maisons avec dépendances, situées à Wevelgem et cadastrées section B, n^{os} 816^t, 816^o et 816ⁿ, moyennant une soulte de 7,115 francs à payer par l'État;

VII. A céder à la famille Bervoets un excédent de terrain de 207 m² 43 dm² situé à Anderlecht, section C, partie des n^{os} 316 et 319c, moyennant renonciation par elle à toute réclamation du chef des dommages

68 c., gelegen te Angleur, af te staan in ruiling tegen gronden gezamenlijk groot 26 a. 19 c. te nemen in de perceelen kadastraal bekend n^o 314^r, 314^{k2}, 314^{l2}, 314ⁱ², 348ⁱ en 347^a, section D der gemeente Angleur, en mits eene toegift van fr. 3,236.71 door den Staat te betalen;

IV. Aan de « Société anonyme du Charbonnage d'Aiseau-Presles », te Farciennes, 31 a. 53 c. grond af te staan, voortkomende van het perceel kadastraal bekend sectie A, n^o 284^a, te Châtelineau, in ruiling tegen ingenomen gronden groot 42 a. 21 c., kadastraal bekend sectie A, n^{rs} 277^{h7}, 284^b gedeelte en 327, te Châtelineau, zonder toegift van de eene noch van de andere zijde;

V. Aan de stad Mechelen kosteloos het eigendom af te staan van de vlieten en rivierarmen *intra-muros*, door de aanneemster in een rioolnet te veranderen;

VI. Af te staan aan den heer Constant Deconinck-Laperre en aan zijne kinderen : een grond van 6 a. 15 c., gelegen te Wevelghem, sectie B, n^o 704^{k4}, afhangende van den ijzerenweg van Kortrijk naar Meeuwen, in ruiling tegen in te nemen deelen, voor de inrichting der statie, van twee huizen met aanhoorigheden gelegen te Wevelghem en ten kadaster bekend sectie B, n^{rs} 816^t, 816^o en 816ⁿ, mits eene toegift van 7,115 frank door den Staat te betalen.

VII. Aan de familie Bervoets een overschot van terrein van 207 m². 43 dm² af te staan, gelegen te Anderlecht, sectie C, gedeelte der n^{os} 316 en 319c, mits dat door haar worde afgezien van alle vordering

causés à son usine par la construction du mur de soutènement destiné à l'exhaussement de la ligne de ceinture de Bruxelles-Midi vers Cureghem;

VIII. A céder à la Société anonyme des Ciments de Mons deux excédents de terrains situés à Obourg, le long du canal du Centre, contenant ensemble 66 a. 03 c. 44 dm., cadastrés section C, partie des n^{os} 240c., 245c., 247e et 216b, en échange d'un terrain de 55 a. 29 c situé au même lieu, section C, n^o 214c, et moyennant une soulte de fr. 2,666.18 à payer à l'Etat par la Société.

ART. 3.

L'article 6 de la loi du 11 septembre 1895 (*Moniteur* du 19, n° 262), qui a délégué au Gouvernement le pouvoir de créer des taxes à percevoir au profit du Trésor, du chef de l'usage du bassin à flot de Nieupoort, et d'en fixer les tarifs est étendu aux extensions du dit bassin, ainsi qu'à toutes installations de l'Etat dépendant de ports maritimes ou en rivière.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à exproprier, dans les conditions prévues à l'article premier de la loi du 30 mars 1906 et en vue des destinations qui y sont mentionnées, les immeubles situés sur le territoire d'Eeckeren indiqués au plan parcellaire et au tableau d'emprises arrêtés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics le 25 mars 1914.

wegens schade aan hare fabriek veroorzaakt door het bouwen van den steunmuur bestemd tot de verhooging van den ringspoorweg Brussel-Zuid-Cureghem;

VIII. Aan de « Société anonyme des Ciments de Mons » twee overschotten van terrein af te staan gelegen te Obourg, langs de vaart van het Centrum, gezamenlijk groot 66 a. 03 c. 44 da., kadastraal bekend sectie C, gedeelte der n^{os} 240c, 245c, 247e en 216b, in ruiling tegen een terrein van 55 a. 29 c. van zelfde ligging, gekadaastreerd sectie C, n^o 214c, en mits eene toegift van fr. 2,666.18 door de vennootschap aan den Staat te betalen.

ART. 3.

Artikel 6 der wet van 11 September 1895 (*Staatsblad* van den 19^a, n° 262), dat aan de Regeering machtiging heeft verleend taxes te vestigen, ten voordeele der Schatkist te heffen, uit hoofde der benutting van het drijvend dok te Nieupoort, en het tarief er van vast te stellen, wordt uitgestrekt tot de uitbreidingen van gemeld dok, als ook tot de Staatsinrichtingen afhangerende van zee- of rivierhavens.

ART. 4.

De Regeering wordt er toe gemachtigd om, volgens het bepaalde onder artikel 1 der wet van 30^a Maart 1906 en met het oog op de daarin vermelde bestemmingen, de onroerende goederen te onteigenen, gelegen op het grondgebied Eeckeren, en aangeduid op het perceelsgewijze plan en op de tabel van grondinnemingen door den Minister van Landbouw en Openbare Wer-

La limite des expropriations autorisées par l'article 8 de la loi du 10 mai 1900, l'article 7 de la loi du 18 août 1907, l'article 10 de la loi du 16 septembre 1908 et l'article 6 de la loi du 18 mai 1912, est modifiée, en ce qui concerne les emprises figurées aux plans parcellaires n°s 17, 21, 46bis, 46ter, 60 et 62, conformément aux indications des plans parcellaires et du tableau d'emprises également arrêtés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics le 25 mars 1914.

Donné à Ostende le 22 avril 1914.

ken den 25^a Maart 1914 vastgesteld.

De grenslijn van de bij artikel 8 der wet van 10^a Mei 1900, artikel 7 der wet van 18^a Augustus 1907, artikel 10 der wet van 16^a September 1908 en artikel 6 der wet van 18^a Mei 1912 geoorloofde onteigeningen, wordt gewijzigd, wat betreft de in te nemen gronden afgebeeld op de perceelsgewijze plannen n°s 17, 21, 46bis, 46ter, 60 en 62, overeenkomstig de aanwijzingen van de perceelsgewijze plannen en van de tabellen van grondinnemingen door den Minister van Landbouw en Openbare Werken insgelijks den 25^a Maart 1914 vastgesteld.

Gegeven te Oostende, den 22^a April 1914.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

Van 's Konings wege :
De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

A. VAN DE VYVERE.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

G. HELLEPUTTK.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen,
Posterijen en Telegrafien,*

Paul SEGERS.



(Nr 236.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1914.

Ontwerp van domaniale wet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer aan de beraadslaging der Welgevende Kamers te onderwerpen, met beleefd verzoek daarover in den loop van de tegenwoordige zitting stemming uit te brengen, een ontwerp van wet betreffende domaniale verhandelingen.

De volgende overwegingen verantwoorden het ontwerp.

I.

Met het oog op het verbeteren van de Leie, van de omgeving af der gemeenteschietbaan van Gent tot aan de grens van het gebied van Drongen, en op het inrichten der nieuwe gemeentewegen, werd den 27 Augustus 1913 eene overeenkomst tot ruiling van terreinen getroffen tusschen den Staat, de stad en de burgerlijke godshuizen van Gent.

Eene bij de nieuwe bedding der rivier in te lijven oppervlakte van 1 h. 48 a. 12 c., geschat op 14,812 frank, is door de stad aan den Staat overgedragen geworden.

De Staat liet haar eene oppervlakte over van 2 h. 8 a. 12 c. samengesteld uit oude op te heffen rivierarmen van de Leie.

Deze onaangeplempt overgelaten zijnde, en zonder verbintenis voor den Staat de aanplemping te doen, werden de twee perceelen beschouwd als hebbende dezelfde waarde.

II.

Voor de inrichting der omstreken van de Van Praetlaan heeft de Staat van de familie Kiekens in der minne een gebouwd eigendom aangekocht, gelegen te Laeken, Brusselsche straat, groot 4 a. 36 c., mits den prijs van 15,604 frank, waarin de grond voor eene waarde van 7 frank den vierkanten meter begrepen is.

De eigenaars hebben er slechts in toegestemd te onderhandelen op voorwaarde dat, om zich opnieuw te kunnen vestigen, de Staat hun een beschikbaar terrein van 7 a. 90 c. zou afstaan, gelegen in de nabijheid van hetgeen door den Staat gekocht is en waarvan de waarde, insgelijks berekend tegen 7 frank den vierkanten meter, hetzij 3,530 frank, in afkorting zou komen van de hierboven vermelde som.

Tusschen rechtsbevoegde personen zou de overeenkomst uitgelopen zijn op eene ruiling met eene toegift van 10,074 frank ten laste der Schatkist.

Doch, gezien de aanwezigheid tusschen de onteigenden van een onmondig meisje, werd de regeling verwezenlijkt door middel van twee akten.

De eene behelst den aan den Staat gedanen afstand welke aan de gerechtelijke goedkeuring zal moeten onderworpen worden.

De andere heeft ten doel den verkoop van het terrein van 7 a. 90 c., welke ondergeschikt is aan de voornoemde goedkeuring, alsmede aan de toestemming van de Wetgevende Macht, daar de Regeering, luidens de wet van 16^{de} Maart 1886, geene onroerende goederen uit de hand mag vervreemden, waarvan de waarde 3,000 frank te boven gaat.

In dit geval, is de vervreemding uit de hand gerechtvaardigd door het belang dat de Staat er bij had in der minne te onderhandelen voor den aankoop van het eigendom dat hij noodig heeft.

III.

De door de gemeente Wesembeek ontworpen verbreeding der Grensstraat, vordert het innemen van de volgende gronden van het Staatsdomein :

1^o Eene strook grond hebbende eene lengte van 56 meter langs de straat en eene grootte van 1 a. 75 c., en maakt deel uit van het perceel Sectie C, n^o 228 van het kadaster der voornoemde gemeente ;

2^o Eene strook grond, groot 62 c., te nemen langs de straat, over eene lengte van 27 meter, in het perceel Sectie C, n^o 237, derzelfde localiteit.

Deze twee strooken grond hebben eene benaderende waarde wederzijds van 3,500 en van 124 frank.

Het werk van openbaar nut in de afbakening waarvan deze in te nemen gronden vallen, van aard zijnde om de waarde te verhoogen van het overschot der terreinen, hetwelk zal gelegen zijn langs de op 9 meter verbrede Grensstraat, rechtvaardigt den kosteloozen afstand door den Staat.

De andere aanpalende eigenaars van den te verbeteren weg hebben insgelijks aan de gemeente de in te nemen gronden afgestaan, zonder er de waarde van te eischen.

IV.

De uitvoering van de eind plans der haveninrichtingen van Oostende heeft de inlijving gevorderd :

1^o Van één hectare 76 aren 56 centiaren gemeentegronden, bij de inrichtingen gesticht door het bestuur van Bruggen en Wegen ;

2^o Van 74 aren 88 centiaren Staatsgronden, bij de inrichtingen van de stad.

Om dezen toestand te regelen, maakten gemelde gronden het voorwerp uit van eene akte van ruiling verleden op 16 Jaauari 1914.

De afgestane goederen van weerszijden geschat zijnde op fr. 11.25 den vierkanten meter, sluit de verrichting door het storten eener toegift van fr. 117,764.77 in de gemeentekas.

V.

Ten gevolge van het wijzigen van het tracé der vaart van de Leie naar de Yperlee, blijft te Komen een terrein over van 95 aren 26 centiaren zonder nut voor den Staat.

Daar de Burgerlijke Godshuizen van Komen verlangen dit terrein aan te koopen om er een ziekenhuis op te bouwen, heeft de Staat het hun, bij akte van 20 Februari 1914, voor 25,000 frank, uit de hand afgestaan.

VI.

Te Raversijde, gemeente Middelkerke, tusschen den zeedijk en het goed van de familie Van Iseghem, bezat de Staat duingronden van zeer onregelmatigen vorm.

Bij artikel 2 der domeinwet van 5 Mei 1902 werd de Minister van Financiën gemachtigd tot het treffen met de aangelanden, ten beste der Staatsbelangen, van overeenkomsten, tot rechtmaking der grenslijnen. Toenmaals bedoelde men het verwezenlijken eener ruiling, doch het was niet mogelijk tot een vergelijk te geraken.

Luidens eene overeenkomst van 24 Februari 1909, aangegaan krachtens artikel 2 der wet van 31 Augustus 1908, heeft de Staat met de familie Van Iseghem eenen samenhang van vergelijken getroffen, strekkende om, aan de badplaats Raversijde eene behoorlijke inrichting te geven, zoowel op het goed der consoorten Van Iseghem, als langs en in de nabijheid van den zeedijk. Hij heeft den kosteloozen afstand gedaan van de gronden die door de heeren Van Iseghem werden ingelijfd bij de door hen op hun eigendom aangelegde lanen en die zij tot den zeedijk hebben verlengd. Hij heeft tegen den prijs van fr. 157,642.50, 43 aren 51 centiaren van zijne gronden ver-

kocht, vallende schier geheel in de strook van 25 meter diepte langsheen den dijk gelegen.

De Staat bezit nog twee grondblokken hebbende eene gezamenlijke grootte van 46 aren 08 centiareen en eene diepte van 45 tot 55 meter.

M. Georges Van Iseghem, door wien de zaak van Raversijde werd voortgezet, heeft gevraagd die blokken aan te koopen, ten einde zijn goed, overgansch zijne breedte, tot aan den dijk uit te strekken en omdat een der blokken de bouwplaats begrijpt die hij als de meest gunstige aanziet voor het oprichten van een belangrijk hotel dat in de badplaats ontbreekt.

De Regeering heeft ze hem bij akte van 21 Maart 1914, tegen den prijs van 93,650 frank verkocht.

Deze prijs vertegenwoordigt de waarde der onroerende goederen, rekening houdende met de diepte der grondblokken, — de over de gansche uitgestrektheid langs de openbare wegen vrij te laten strooken, — het gering getal bouwplaatsen die een rechtstreeksch uitzicht op de zee kunnen hebben, — en de lange tijdruimte die zal noodig zijn om ze afzonderlijk te vervreemden. Heden verkiest het publiek andere gedeelten van de kust; de badplaats Raversijde had tot nu toe geen en de verkooping is zeldzaam; tijdens de vijf laatste jaren hadden er acht plaats, — waarvan drie langsheen de zee, tegen den gemiddelden prijs van 39 frank den vierkanten meter.

VII.

De heer Guillaume Duden, in 1894 overleden, heeft aan Z. M. Leopold II de helft van zijn buitengoed te Vorst, groot 23 hectaren, gelegateerd, onder gehoudenheid dit goed, na den dood van Mev. Duden, in openbaar park, dragende den naam Dudenpark, te veranderen. Het genot van dit legaat is, krachtens de koninklijke schenking van 9 April 1900, op den Belgischen Staat overgegaan en deze heeft, onder dezelfde voorwaarde, de andere helft van het buitengoed geërfd uit de nalatenschap van Mev. Duden, overleden den 30 Augustus 1911. Sedert twee jaar is het park voor het publiek opengesteld.

M. en Mev. Duden hebben bij hunne testamenten aan de legatarissen de vrije beschikking gelaten over de gebouwen en de broeikassen. Gesteld den vorm van het terrein, moet aangenomen worden dat de erflaters aan de legatarissen het vrije gebruik hebben willen afstaan niet alleen van de broeikassen zelve, maar ook van het terrein van ongeveer 2 hectaren dat ze omringt vroeger moes- en fruithof en dat ter dege van het overige des eigendoms is afgescheiden door hagen of wegen. Dit terrein is gelegen in het lage gedeelte van het domein langs den steenweg van Brussel.

De « Union Saint-Gilloise », de welgekende sportvereniging, heeft gevraagd om het te huren met het doel daarop, voor de beoefening der sporten door hare leden, een stadium in te richten, waarvan zekere gedeelten aan de leerlingen der scholen van Sint-Gillis en Vorst zouden toegankelijk zijn.

Het is aan de Regeering voorgekomen dat gemelde verhuur geenszins het openbaar park schaden zou. Anderdeels, het stichten van inrichtingen

voor spelen bestemd voor de sportliefhebbers en voor de leerlingen der scholen schijnt wel te strooken met de bedoeling van M. en Mevr. Duden; gemelde inrichtingen zullen een talrijker publiek naar het Dudenpark lokken, en zullen aldus het aandenken der edelmoedige schenkers wien de bevolking het genot van dit eigendom verschuldigd is, meer verspreiden.

Het ontwerp heeft overigens de goedkeuring bekomen der testamentuitvoerders van Mevr. Duden en der bijzonderste erfgenamen.

Krachtens akte van 2 April 1914 is het terrein aan de « Union Saint-Gilloise » verhuurd geworden voor eenen termijn van dertig jaren, op 1^{re} September aanstaande aanvang nemende, mits een jaarlijkschen huurprijs van duizend frank.

De wil van den verhuurder, door de huurster aanvaard, is, dat uit hoofde der nabijheid van het openbaar Dudenpark, de geheele opzet der inrichtingen het schilderachtig gezichtspunt moet eerbiedigen. Het is, in algemeenen regel, verstaan dat de maatschappij te dien einde, uit eigen beweging of op verzoek van den Staat, al de schikkingen zal treffen die voordelig bevonden worden, alhoewel zij niet in de overeenkomst vermeld zijn.

De speelterreinen worden ingericht volgens de aanwijzingen van een plan dat bij de akte gevoegd is.

Aan den kant van het Dudenpark moeten de trapsgewijze glooingen bezood zijn, getooid met veldbloemen en beplant met struikgewas.

De tribune, die langs de nieuwe rooilijn van den Brusselschen steenweg moet gesticht worden, zal ingericht zijn volgens de aanwijzingen van vier plans die bij de overeenkomst gevoegd zijn.

De inrichtingen van de overdekte achtertrappen, die van uit het Dudenpark zichtbaar mochten zijn, moeten versierd of door middel van beplantingen aan het zicht onttrokken worden.

De plans van alle andere inrichtingen moeten door den verhuurder goedgekeurd worden.

Het stadium zal over gansch zijnen omtrek afgesloten worden met een traliwerk in den trant der tennisafsluitingen. Indien de Staat nochtans besloot een ijzeren traliehek langs den steenweg van Brussel te plaatsen om het Dudenpark van weerszijden van het stadium te omheinen, zou de maatschappij een traliehek van hetzelfde model moeten oprichten om haar terrein langs de voornoemden steenweg af te sluiten.

De ingang tot de speelpleinen zal uitsluitend geschieden langs dezen steenweg; geen enkele ingang mag gemaakt worden aan de andere zijden van het stadium.

Ten einde beschadiging van het Dudenpark te vermijden, zal de Staat er het toezicht versterken op de dagen der feesten en sportbijeenvorsten ingericht door de « Union Saint-Gilloise ». Deze betaalt de hulptoezichters.

Bij het verstrijken van het huurcontract worden al te dien tijde bestaande gebouwen en onroerende inrichtingen, de geschiktmaking van den grond en de beplantingen, zonder vergoeding, den vollen eigendom van den Staat.

De Staat mag steeds 's Maandags, 's Dinsdags en 's Vrijdags, den ganschen

dag en 's Woensdags, 's Donderdags en Zaterdags, den ganschen voormiddag kosteloos beschikken over twee gedeelten van het stadium ten behoeve der kinderen van de gemeente- en vrije scholen van Sint-Gillis en Vorst of voor de goede werken welke bij deze scholen behooren. De schoolieren welke op deze gedeelten van de speelpleinen toegelaten worden, mogen er slechts in groep komen onder toezicht van een voldoende aantal onderwijzers of onderwijzeressen. De gemeenten of de schoolbesturen verbinden zich de schade te herstellen door de leerlingen begaan. Voor de geheele of gedeeltelijke betaling van de bijzondere inrichting voor de schoolieren moeten zij desvereischt zich met de « Union Saint-Gilloise » verstaan. Eene verordening daaromtrent wordt in gemeen overleg tusschen den verhuurder en de huurster opgesteld.

De broeikassen welke in de bouwplaats van het stadium liggen, worden door de maatschappij afgebroken; de Staat behoudt zich nochtans zekere materialen voor, welke hij nog zou kunnen gebruiken.

De te vellen fruitboomen bieden geen belang aan. De eenige boom van waarde (een roode beuk), staande binnen den omtrek van het verhuurd terrein, blijft behouden volgens den wensch uitgedrukt door de familie Duden.

VIII.

Het drijvend dok te Nieupoort wordt beheerscht door de volgende regeling :

Het werd door den Staat gebouwd en kostte hem 1,705,000 frank.

De haventaxes worden er door het Beheer der Domeinen, ten bate van de Schatkist, geheven.

Wanneer de gezamenlijke jaarlijksche beweging in in- en uitvaart, het cijfer 300.000 ton Moorson zal bereikt hebben, dan zal het dok en zijne aanhoorigheden het eigendom van de stad worden; van dit oogenblik af, zal deze laatste de taxes te haren voordeele heffen, maar zij zal alsdan den kostprijs der werken, in tien annuïteiten, aan den Staat moeten terugbetalen.

De tusschenkomst van den Staat werd in de voorafgaande nota van de buitengewone begrooting voor het dienstjaar 1888 (*Parl. besch.*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting van 10 April 1887, n^o 139), in de volgende woorden uitgelegd :

« De noodwendigheid van het bouwen van een drijvend dok te Nieupoort » heeft zich sedert lang doen gevoelen; het wordt door den handel gevraagd » en de uitvoer van de landbouw- en moestuinvoortbrengselen van Vlaan- » deren zou er groote voordeelen uit trekken. De Regeering is van meening » dat men niet langer hoeft te wachten om die verbetering te verwezen- » lijken. De uitgave die moet gedaan worden, komt ten laste van de » gemeente. Overal zijn de dokken gebouwd geworden op de kosten van de » steden hunner ligging en die steden hebben, anderzijds, de inkomsten er » van. Doch, de geldelijke toestand van de stad Nieupoort zou haar heden » niet toelaten zich de noodige kapitalen aan te schaffen, en de Regeering » vraagt machtiging om deze te verschieten. »

De schikkingen getroffen met de stad werden vastgesteld in eene akte van 24/31 Mei 1895, welke bij artikel 5 der domeinwet van 11 September 1895 (*Moniteur* van 19, bl. 3470) werd goedgekeurd.

Ten gevolge van de toeneming van den zeehandel te Nieupoort in deze laatste jaren, doet zich het nut gevoelen van de krachtens voormelde overeenkomst verwezenlijkte inrichtingen te voltooien en uit te breiden. De ontworpen werken begripen het bouwen van eene tweede sluis in de toegangseul van het drijvend dok, met aanlegsteiger voor de visscherij, de verlenging van de vlotbrug bestaande in het dok, en het bouwen van eene sluis voor de binnenvaartuigen, met beweegbare brug tusschen het drijvend dok en de achterhaven.

Een krediet van 900,000 frank is voorzien in de buitengewone begrooting van 1912 voor het uitvoeren van een gedeelte van die werken.

De Regeering heeft met de stad eene additioneele akte opgemaakt waarbij de uitbreidingen van de haveninrichtingen, welke eenen gemeentelijken last uitmaken, onder het regiem van de overeenkomst van 1895 worden geplaatst.

De Staat zal dus die verschillende werken, waarvan de prijs op 1 miljoen 795,000 frank wordt geraamd, op zijne kosten doen uitvoeren, zoodat de gansche som, welke in geval van naasting door de stad is terug te betalen, ongeveer 3,500,000 frank zal belooopen.

Bij wijziging in het contract van 1895 zal de naasting geschieden wanneer het gezamenlijk jaarlijksch verkeer, in- en uitvaart, het cijfer 600,000 ton Moorson zal bereiken, en zal de terugbetaling van het belegde kapitaal in dertig annuïteiten gedaan worden.

Artikel 6 van bovenaangehaalde wet van 11^e September 1895 heeft aan de Regeering machtiging verleend taxes te vestigen voor het benuttigen van het drijvend dok te Nieupoort en het tarief er van te bepalen. Die wetsbepaling moet toegepast worden op de vergrootte inrichtingen.

Het wordt nuttig geoordeeld aan de bepaling betreffende Nieupoort eene algemeene strekking te geven toepasselijk op de staatsinrichtingen afhangelende van zee- of rivierhavens.

IX.

In 1909 vroeg de gemeente Pâturages machtiging tot het opsporen van drinkbaar water in het woud van Colfontaine; die machtiging werd haar verleend mits verschillende voorwaarden bestemd om het domeineigendom te vrijwaren.

Daar de opsporingen gunstige uitslagen hadden, heeft de gemeente machtiging gevraagd tot :

1° Het leiden van de bronnen van « l'Ernite » en van « Cerisier »;

2° Het aanleggen, in het woud, van eene onderaardsche draineergang hebbende eene lengte van ongeveer 1,300 meter;

3° Het plaatsen, in dit woud, van de verschillende inrichtingen noodzakelijk voor het regelmatig uitvoeren der leidingswerken, met inbegrip van het

toevoeren en het opstuwen der waters naar de vergaarbakken der waterleiding, die buiten het bosch zullen geplaatst worden.

Het bezorgen van drinkbaar water aan eene belangrijke gemeente van den Borinage verdient gewis de ernstigste overweging.

Daar echter, anderzijds, het bosch van Collontaine, ten gevolge van eene uiting van het openbaar gevoelen, door den Staat werd aangekocht om het behoud daarvan te verzekeren, mocht het ontwerp van overeenkomst slechts aangenomen worden in zoover het vereenigbaar was met de instandhouding van het woud.

Na onderzoek van de verschillende zijden der zaak, is de Regeering van oordeel, dat de ontworpen werken, zonder waardeerbare schade voor het eigendom, kunnen uitgevoerd worden, mits de gangen op eene voldoende diepte te graven, derwijze haar verdrogend vermogen op de opperlagen te verminderen.

De overeenkomst zou voor eenen termijn van vijftig jaar gesloten worden.

De gemeente zou aan den Staat, ten titel van erkenningscijs, eene jaarlijksche som van 300 frank storten; zij zou het boschhuis met de afleiding verbinden en het abonnement kosteloos verschaffen; zij zou de waarde betalen van de plantsoenen waarvan men het vellen, voor het uitvoeren der werken, zou noodig achten, de richting der aardgravingen zijnde derwijze bepaald dat men het vellen zooveel mogelijk zou vermijden en desnoods bochten zou maken voor het bewaren der boomen van waarde; zij zou, zooveel mogelijk boven de watertoevoerpijp, langs den boord van de gracht van Collontaine, eenen weg van ongeveer 1,100 meter lengte op 4 meter breedte aanleggen; indien, tegen alle verwachting in, het bestaan van de gang de boomkweekerij mocht benadeelen, zou zij den Staat hiervoor schadeloos stellen.

De materialen voortkomende van de putten en van de draineergang zouden, naarmate hunne ontgraving, buiten het bosch moeten gevoerd worden; het boschbeheer zou echter het recht hebben de materialen, welke het zou oordeelen te pas te kunnen komen, inzonderheid voor den onderhoud der kiezelpaden van het woud, te behouden en op eene bepaalde plaats te doen nederleggen.

De machtiging tot uitvoering der werken zou verleend worden onder voorbehoud der rechten van de Naamlooze vennootschap « Charbonnages Nord-Ouest de la Bohême », ten voordeele van dewelke eene optie van aankoop, in de akte van aankoop van het domein door den Staat, werd toegekend.

Misschien ware te vreezen dat door den invloed van de draineergang en van de leiding der twee bronnen, de waterhoeveelheid der gracht van Collontaine tijdens de droge jaargetijden zou verminderen, hetgeen aan het woud een zijner aantrekkelijkheden zou ontnemen en de jacht, alsmede de vogelen zou benadeelen. Doch dit mogelijk bezwaar mag niet opwegen tegen het hooger belang dat zich hecht aan het bezorgen van drinkbaar water aan eene industricele gemeente van meer dan 11,600 zielen. De gemeente

Pâturages zou, bij voorkomend geval, den Staat moeten vrijwaren tegen de bezwaren ingediend door de nijveraars die de waters van de gracht stroomafwaarts van het woud gebruiken.

De gemeente voorziet de mogelijkheid van eene latere verlenging van de leidingsgang over eene lengte van ongeveer 900 meter, naar het zuiden, tot aan de grens van het bosch; dit punt zou voorbehouden blijven; de verlenging van de gang zou het onderwerp van eene tweede akte uitmaken, in geval de noodwendigheid er van erkend wordt.

De Regeering is het eens met de gemeente aangaande de te nemen schikkingen, maar nog niet aangaande den omstandigen tekst van de akte.

Ten einde tijdverlies te vermijden, wordt door haar aan de wetgeving machtiging gevraagd om mits de hooger omschreven voornaamste voorwaarden verbintenis te mogen aangaan.

X.

Tot verwezenlijking van de goedgekeurde inrichting der statie Charleroy-Zuid-Kaai, moet het Beheer van Spoorwegen eenen grond, groot 34 aren 92 centiaren, te nemen in terreinen toebehoorende aan de « Société anonyme du Charbonnage de Marcinelle-Nord », aankopen. Bij vergelijking met de prijzen betaald voor de naburige ingenomen gronden en met den uitslag van eene onlangs gedane gerechtelijke schatting van een bijna aanpalend en tot hetzelfde werk bestemd perceel, mag deze grond op 14,500 frank (41,500 frank de hectare) worden geschat. . . fr. 14,500

De Staat bezit in de nabijheid van dien grond eenen overhoek, groot 35 a. 50 c., welke door hem in 1906 tegen den prijs van 28,000 frank de hectare werd aangekocht en waarvan hij geen gebruik maakt. Deze overhoek ligt thans tusschen twee aangeaarde spoorweglijnen en de eigendommen van de Vennootschap « Charbonnage de Marcinelle-Nord » en kan slechts aan die Vennootschap te pas komen. Deze neemt hem aan in ruiling tegen den hooger bedoelden in te nemen grond en stemt er in toe dat de schatting er van gesteld worde op 28,000 frank de hectare, bedrag van den aankoopprijs, alhoewel de grond sedert 1906 van zijne waarde heeft verloren doordat hij later tengevolge der uitgevoerde werken van de wegen werd afgescheiden . . . fr. 9,940

Verschil . . fr. 4,560

De Staat zal aan de Vennootschap eene toegift van 4,500 frank betalen.

XI.

Het aanleggen van het viervoudig spoor tusschen de statien Luik-Guillemins en Chénée vordert, in de nabijheid der statie van deze laatste localiteit, het verleggen van de baan der Vesdre recht vóór de fabrieken der « Société des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille-Montagne », te Angleur, en het bouwen van eene voetbrug over de Ourthe, te Chénée.

Voor de uitvoering van die werken moeten gronden, gezamenlijk groot 26 a. 19 c., genomen worden in de perceelen kadastraal bekend n^{rs} 314², 314³/₂, 314⁴, 314¹/₂, 548¹ en 547^a, sectie D, der gemeente Angleur, toebehoorende aan de voornoemde Vennootschap. Deze heeft er in toegestemd die gronden af te staan tegen den prijs van 10 frank den vierkanten meter

of fr. 26,190 »

en daarenboven eene som van fr. 64,302.71

ten titel van schadeloosstelling voor de kosten van afbraak en van herbouw van op de in te nemen gronden bestaande inrichtingen. Buitendien, zou de Staat haar eene som van fr. 8,980.65 moeten betalen, ingeval, tijdens de uitvoering der werken, moest bevonden wordee, dat het noodzakelijk is de zuigpijp en het riool, die zich onder de in te nemen gronden bevinden, te niet te doen.

Te samen . . . fr. 90,492.71

In ruiling heeft de Staat aan de « Société de la Vieille Montagne » de navolgende onroerende goederen, gelegen te Angleur, afgestaan :

1^o 67 a. 36 c. van het perceel kadastraal bekend Sectie D, n^o 550^c, waarop de voornoemde vennootschap, krachtens eene overeenkomst in dato 13 Augustus 1852, eene aanmerkelijke hoeveelheid asch en fabriekafval heeft gestort; deze overeenkomst mag te allen tijde door den Staat verbroken worden, doch op voorwaarde het terrein te hernemen met al wat hierop werd gestort; uit aanmerking van deze waardevermindering, wordt de waarde van het terrein op 6 frank den vierkanten meter vastgesteld. fr. 40,416

2^o Een vak van de oude baan der Vesdre, alsmede een strookje terrein deel uitmakende van de aardebaan van de spoorweglijn bestemd om aan de vennootschap toe te laten de groote spoorwagens te wenden op de draaischijven geplaatst op de sporen van hare verbinding, en tevens langs de sporen van den Staat meer speelruimte te laten en een gevaar te doen verdwijnen voor het verkeer van de agenten langs de lijn; deze gronden gelegen recht vóór de inrichtingen van de « Vieille Montagne » zijn gezamenlijk 19 a. 32 c. groot en worden geschat op 10 frank den vierkanten meter. 19,320

3^o Een huisje en een schuildak staande op het perceel n^o 2, geschat op fr. 2,500

Verder, zal de vennootschap de kosten dekken van de verlenging der bogen die zich onder de spoorbaan bevinden; deswege wordt eene som van 25,000 frank aangeteekend; daaromtrent zal na uitvoering der werken eene afrekening gedaan worden . . . zegge 25,000

87,236 »

De Staat zal aan de « Société de la Vieille Montagne » eene toegift betalen van fr.

3,256.71

XII.

Het Beheer van Spoorwegen moet tusschen de staties van Châtelineau en van Le Campinaire eene rangeerstatie aanleggen waarvan het grondvlak zich gedeeltelijk uitstrekt over de terreinen van de « Société anonyme du Charbonnage d'Aiseau-Presles ».

Op deze terreinen voorziet men het innemen van gronden eener oppervlakte van 42 aren 31 centiaren, welke ten deele tot aardebaan dienen van het verbindingspoor dat de instellingen der vennootschap bij de statie te Châtelineau aansluit. Een viaduct over de Staatssporen bij den uitgang dezer laatste statie moet verbreed worden, hetgeen tot gevolg heeft het sloopen van eene brug welke aan het voormelde verbindingspoor doorgang verleent, onder den buurtweg genaamd « des Prairies » en onder de mechanische sleepbaan van de vennootschap « du Gouffre » te Châtelineau.

Daaruit volgt, dat de sporen van de « Société d'Aiseau-Presles » belangrijke veranderingen moeten ondergaan. Het verbindingspoor sluit zich thans aan bij de banen van het goederenperk der statie te Châtelineau. De aansluiting moet tot over het te verbreedende viaduct, hetzij ongeveer 165 meter, achteruit gebracht worden, en, uit dien hoofde, moet men, om de volgens de reglementen bepaalde stralen van de bochten te behouden, gansch de schikking der sporen van de vennootschap veranderen. Opdat deze sporen hunne huidige uitbreiding geheel zouden behouden, moet men ze zelfs leggen op een terrein, groot 31 aren 35 centiaren, dat de Staat onlangs, tegen den prijs van 25,000 frank de hectare, heeft aangekocht als overschot van ingenomen gronden, ten einde de betaling eener vergoeding voor waardevermindering te vermijden.

De boven opgesomde veranderingen veroorzaken aan de « Société du Charbonnage d'Aiseau-Presles » een zeer gevoelig nadeel en het is te vermoeden dat, indien het Beheer der Spoorwegen zich bepaald had tot den eenvoudigen aankoop van de in te nemen gronden en van de brug, het er toe genoopt zou geworden zijn eene aanzienlijke vergoeding aan de belanghebbende te betalen. Het is dit vooruitzicht dat den Staat aanspoorde aan de vennootschap de ruiling voor te stellen van de gronden die op haar eigendom in te nemen zijn tegen het beschikbare domeinperceel.

De vennootschap heeft deze ruiling, welke geschiedt zonder toegift, aanvaard. Daaruit volgt dat, ongerekend de waarde der brug, de Staat zich eene grootendeels voor nijverheid geschikte grondoppervlakte van 42 aren 21 centiaren aanschafte, mits den prijs van fr. 7,882.50, hetzij op voet van 48,675 frank de hectare ongeveer.

Daarenboven valt op te merken, dat de Staat, van een anderen aankoper dan zijnen mederuiler, voor zijn terrein den prijs van 25,000 frank de hectare niet had kunnen bekomen.

De Staat neemt te zijnen laste de veranderingen aan de sporen van de vennootschap; doch dit zijn uitgaven die alleszins op hem zouden rusten.

XIII.

De stad Mechelen wordt doorkruist door talrijke vlieten die het afloopen der waters van de Dijle, waarvan zij vertakkingen vormden, vergemakkelijkten.

Sedert de stichting door den Staat van de Dijle-Kom en het bouwen van de sluizen stroomopwaarts en stroomafwaarts, hebben die waterloopen hunnen aard van afvoerwegen van natuurlijke waters verloren, aangezien het water er steeds op hetzelfde peil blijft zooals in de Dijle-Kom. Het is dus geen vlietend water en de vuilnis hoopt er zich in op, zoodat de gezondheidstoestand der stad ten zeerste in gevaar wordt gebracht.

Deze heeft besloten de vlieten te hervormen in een rioolnet dat in de Dijleafleiding zal uitmonden. In al de openbare gedeelten zal zij stamriolen aanleggen; in de door de aangelanden reeds overwelfde gedeelten, zal zij eivormige beddingen bouwen.

Ter gelegenheid van de uitvoering van die belangrijke onderneming heeft de stad Mechelen kostellozen afstand gevraagd van het eigendom der te niet te doene vlieten.

Deze hebben eene gezamenlijke oppervlakte van 3 h. 6 a. 25 c.; de werken — stamriolen en beddingen — zullen 1 h. 36 a. 38 c. beslaan; het verschil hetzij 1 h. 69 a. 97 c. betreft de gedeelten die kunnen aangeplempt worden omdat de bedoelde werken de gansche breedte van de bestaande beddingen der waterloopen niet zullen beslaan.

De Regcering heeft zich verbonden voor dit werk toelagen te verleen en bij de wetgevende macht een ontwerp van wet in te dienen, houdende kostellozen afstand aan de stad van het eigendom der vlieten en rivierarmen *intra-muros*.

Daarentegen heeft de stad zich verbonden : 1° in haar domein het eigendom te behouden van de gronden waar de vlieten gelegen waren en er geene nieuwe gebouwen te laten op stichten, ten einde op alle punten tot de werken vrijen toegang te behouden, met een doelwit van onderhoud en reiniging; deze verplichting omvat de geheele oppervlakte van 3 h. 6 a. 25 c. thans door de vlieten ingenomen de beschikking over de enkele plaats waar de stamriolen liggen, niet voldoende zijnde : geen gedeelte zal dus door de stad mogen verkocht worden en zou het niet door den Staat kunnen gedaan geworden zijn;

2° De bestaande toestanden te handhaven ten opzichte van de eigenaars die gebouwen op de reeds overwelfde gedeelten hebben gesticht;

3° In de toekomst alle verbinding van de gemakken of van de fabrieken die zich van onzuiver water ontlasten, met de riolen, te verbieden en door alle middelen in haar vermogen het te niet doen van soortgelijke ontlastingen die thans zouden bestaan, na te streven.

IV. Het gebruikte water, vooraleer het in de Dyle wordt afgevoerd, te ontlasten van de vaste bestanddeelen welke het medevoert;

V. In de te stichten stamriolen en in dit der Hairgracht periodisch het

water snel te doen doorspoelen naar de afleiding, het water in de Dyle-Kom ten minste op het cijfer 4.30 weerhouden zijnde;

VI. Ten minste tweemaal per week het water snel te doen doorspoelen, en dit te doen derwijze dat elk stamrioël ten minste eenmaal om de veertien dagen door de snelspoelende waters gereinigd worde; deze schuringen geschieden onder toezicht van den ingenieur van Bruggen en Wegen;

VII. Op alle opvordering van het bestuur van Bruggen en Wegen de aanslibbing te doen wegnemen die de rioolwaters zouden teweegbrengen in de afleiding, in eene strook welker afmetingen later zullen bepaald worden;

VIII. Op het eerste verzoek dat haar desaangaande zal gedaan worden, door het Departement van Openbare Werken, eene inrichting tot zuivering der rioolwaters te stichten, indien de bovenstaande maatregels ontoereikend mochten blijken.

XIV.

Ten einde de volkomen inrichting der statie Wevelghem te verwezenlijken, dient er deelen samen groot 2 a. 87 c., ingenomen te worden in de gebouwen behorende aan den heer Constant Deconinck-Laperre en aan zijne kinderen.

De familie Deconinck heeft deze innemingen afgestaan voor den algeheelen prijs van 15,415 frank, doch op voorwaarde dat de Staat haar in ruiling overlate, mits den prijs van 8,000 frank, het domaniaal perceel n^o 704^{K4}, sectie B der gemeente Wevelghem.

Dit perceel, welk een bouwgrond uitmaakt voorhoofdende aan de straat, genaamd « Hoogstraat », heeft eene oppervlakte van 615 vierkante meter. De aangeboden prijs beantwoordt aan 20 frank den vierkanten meter voor den grond ten voorhoofde der staat op 40 meter diepte en aan fr. 4.132 den vierkanten meter ongeveer voor den achtergrond. Hij is zeer voldoende.

XV.

De schoormuur gesticht langs het werkhuis van de familie Bervoets, nabij de nieuwe goederenstatie te Brussel-Zuid, heeft eene rechtvallende verzakking ondergaan en heeft zich een weinig buitenwaarts doorgebogen, onder de drukking der aanaardigen gedaan voor het op profiel brengen der nieuwe verhoogde banen van het ringspoor.

Het zakken der gronden onder het fundamentvlak heeft aanleiding gegeven tot eene schuiving van den bodem naar gemeld werkhuis, die eene drukking van den buitenmuur van het gebouw, dat op de grens der staatsgronden gevestigd is, naar den binnenkant van het gebouw heeft teweeg gebracht.

De Staat is verantwoordelijk voor de schade die door zijne werken aan de gebouwen en aan het materieel van het werkhuis veroorzaakt is, alsook voor de storing in dezès werkzaamheden tijdens het uitvoeren der herstellingen.

De familie Bervoets toonde zich gedurende de onderhandelingen gehegen om van alle vordering af te zien, indien de Staat haar eenen overhoek van

207 m. 43 cm. wilde afstaan, die haar werkhuis afscheidt van de straat welke langs de goederenstatie moet geopend worden. Deze overhoek heeft geene andere belendingen dan gemeld werkhuis en de aanhoorigheden van den spoorweg; het heeft den vorm van eenen driehoek, hebbende eene basis van 8 m. 60 cm. en eene hoogte van 48 m. 24 cm.

De Regeering heeft deze overeenkomst, welke zij voor den Staat zeer voordeelig acht, aangenomen.

XVI.

De Staat bezit langs den linkeroever van de vaart van het Centrum, opwaarts de sluis der « Wartons », te Obourg :

1^o Een terrein van 64 a. 37 c. 27 tda., waaruit aarde gegraven werd voor het aanleggen der bekleeding in kleiaarde of voor de verbetering der dijken; het perceel diende daarna gedeeltelijk tot stortplaats voor de baggerspecie, doch het is niet gansch angeplemt ;

2^o Een terrein van 1 a. 66 c. 17 tda., gelegen beneden het eerste en dat, na tot uitgravingsplaats gediend te hebben, op zijn vorig peil angeplemt werd.

Op de twee perceelen groeien 156 populieren geplant in 1906.

Anderzijds, bezit de naamlooze vennootschap der « Ciments de Mons » in de nabijheid een perceel van 55 a. 29 c. dat uitnemend geschikt is voor de uitgraving der aarde welke de Staat zou kunnen noodig hebben voor de verbetering der dijken van de 1^{ste} Sectie van de vaart.

De Regeering en de vennootschap zijn overeengekomen de ruiling te doen op den volgenden voet :

Waarde van het terrein van 64 a. 37 c. 27 tda. tegen 7,500 fr.	
de hectare	fr. 4,827.93
Waarde van het terrein van 1 a. 66 c. 17 tda. tegen 10,000 fr.	
de hectare	166.17
	fr. 4,994.12

Schatting der boomen, zijnde niet de thans te verwezenlijken waarde, doch de opbrengst welke de Staat van de beplanting mocht verwachten als zij den vollen wasdom zou bereikt hebben, na aftrekking van het disconto voor het tijdperk tot dan te verlopen fr. 3,201.12

Totaal. . fr. 8,195.24

Waarde van het terrein van 55 a. 29 c. tegen 10,000 frank de hectare fr. 5,529.06

Toegift door de vennootschap te betalen fr. 2,666.18

XVII.

Het tracé dat ter hoogte van Eeckeren is aangenomen voor het stichten van de tweede verdedigingslijn der versterkte stad Antwerpen, de werken tot afleiding der Schijns en het aanleggen der sporen tot verbinding met de

grootte rangeerstatie bestemd om de nieuwe haveninrichtingen te bedienen, vergt de onteigening van talrijke woningen deel uitmakende van 't grondgebied Eeckeren, alsook de verbrokkeling van zeer aanzienlijke eigendommen.

Met de bedoeling alle belemmeringen tusschen de twee deelen der gemeente uit den weg te ruimen en kostelijke onteigeningen binnen het dorp te vermijden, is de Regeering van oordeel dat het oorspronkelijk tracé een weinig dient gewijzigd te worden.

Zij verzoekt de wetgeving de veranderingen aangeduid op de hierbijgevoegde plans en tabellen, goedgekeurd door den Minister van Landbouw en Openbare Werken, den 23^{en} Maart 1914, te willen toelaten aan de strook der gronden waarvan de inneming is uitgevaardigd bij artikel 8 der wet van 10^{en} Mei 1900 en bij de aanvullende wetten van 18^{en} Augustus 1907 (art. 7), 16^{en} September 1908 (art. 10) en 18^{en} Mei 1912 (art. 6).

De uitgaven, betreffende het innemen van andere gronden, zouden gekweten worden uit het krediet waarover de Regeering beschikt voor de onteigeningen waarvan is afgezien geworden.

De Minister van Financiën,

VAN DE VYVERE.

PROJET DE LOI

relatif à des aliénations d'immeubles
domaniaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres de la Guerre, des Finances, de l'Agriculture et des Travaux publics, et des Chêmins de fer, Marine, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1^o L'acte du 27 août 1913, aux termes duquel la ville de Gand cède à l'Etat des terrains contenant 1 h. 48 a. 12 c., à incorporer dans le nouveau lit de la Lys, en échange d'une surface de 2 h. 08 a. 12 c., formée d'anciens bras de la rivière à désaffecter, et sans stipulation de soulte;

2^o L'acte du 5 janvier 1914, portant vente à la famille Kiekens,

WETSONTWERP

bertreffende vervreemdingen van onroerende domeingoederen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Oorlog, van Financiën, van Landbouw en Openbare Werken, en van Spoorwegen, Zeewezzen, Posterijen en Telegrafien,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ
BESLUITEN :**

Onze Minister van Financiën zal in Onzen Naam bij de wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1^o De akte van 27 Augustus 1913 luidens dewelke de stad Gent aan den Staat gronden afstaat gezamenlijk groot 1 h. 48 a. 12 c., in te lijven bij de nieuwe bedding van de Leie, in ruiling tegen eene oppervlakte van 2 h. 08 a. 12 c., samengesteld uit oude op de heffen rivierarmen, en dit zonder beding van toegift;

2^o De akte van 5 Januari 1914, houdende verkoop aan de familie

moyennant le prix de 5.530 francs, d'un terrain de 790 mètres carrés situé rue de Bruxelles, à Laeken;

3° L'acte du 5 janvier 1914, contenant cession à titre gratuit à la commune de Wesembeek, en vue de l'élargissement de la rue de la Limite, de deux bandes de terrain contenant ensemble 2 a. 37 c. à prendre dans les parcelles cadastrées section C, n° 228 et 237;

4° L'acte du 16 janvier 1914, portant cession à l'Etat, par la ville d'Ostende, de 1 h. 76 a. 56 c. de terrains situés dans la zone des installations maritimes, — en échange de 71 a. 88 c. de terrains domaniaux situés dans la même zone; — et moyennant une soulte de fr. 117 mille 764.77 à verser par le Trésor;

5° L'acte du 20 février 1914, par lequel l'Etat belge a vendu aux Hospices civils de Comines, au prix de 25.000 francs, pour y ériger un hôpital, un terrain de 95 a. 26 c. situé à Comines, provenant tant du tracé abandonné du canal de la Lys à l'Yperlée que des excédents de terrains acquis pour le nouveau tracé;

6° L'acte du 21 mars 1914, par lequel l'Etat belge a vendu à M. Georges Van Iseghem, propriétaire à Gand, moyennant le prix de 93,650 francs, deux blocs de terrain dunier, situés à Raversyde (commune de Middelkerke), entre la digue de mer et la propriété de l'acquéreur, contenant ensemble 46 a. 08 c. 80 dm.;

7° L'acte du 2 avril 1914, portant location à l'« Union Saint-Gil-

Kiekens, mits den prijs van 5.530 frank, van een terrein van 790 vierkante meter gelegen Brusselsehe straat, te Laeken;

3° De akte van 5 Januari 1914, houdende afstand, te kosteloozen titel, aan de gemeente Wesembeek, met het oog op de verbreeding der Grensstraat, van tweestrookengrond gezamenlijk groot 2 a. 37 c. te nemen in de perceelen gekadaastreerd sectie C, n° 228 en 237;

4° De akte van 16 Januari 1914, houdende afstand aan den Staat, door de stad Oostende, van 1 h. 76 a. 56 c. gronden gelegen in den kring der haveninrichtingen, — in ruiling tegen 71 a. 88 c. in denzelfden kring gelegen domeingronden, — en mits eene door de schatkist te storten toegift van fr. 117,764.77;

5° De akte van 20 Februari 1914, waarbij de Belgische Staat aan de Burgerlijke Godshuizen van Komen, tegen den prijs van 25,000 frank, voor het oprichten van een ziekenhuis, een terrein van 95 a. 26 c. heeft verkocht, gelegen te Komen, voortkomende zoowel van het onuitgevoerd tracé der vaart van de Leie naar de Yperlée, als van de overhoeken van de gronden aangekocht voor het nieuwe tracé;

6° De akte van 21 Maart 1914, waarbij door den Staat aan den heer Joris Van Iseghem, eigenaar te Gent, worden verkocht, tegen den prijs van 93,650 frank, twee duingrondblokken, gezamenlijk groot 46 a. 08 c. 80 dm., gelegen te Raversyde (gemeente Middelkerke), tusschen den zeedijk en het goed van den kooper;

7° De akte van 2 April 1914, houdende verhuring aan de « Union

loise », société coopérative de sports, établie à Saint-Gilles, pour le terme de trente années et moyennant un loyer annuel de 1,000 francs, d'un terrain d'environ 2 hectares dépendant de l'ancienne propriété Duden, à Forest ;

8° La convention conclue les 30 mai-30 juin 1913 entre l'Etat et la ville de Nieupoort, en vue de l'extension des installations maritimes.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

I. A accorder à la commune de Pâturages l'autorisation de capter les sources de l'Ermite et du Cerisier, et d'établir une galerie de drainage d'environ 1,300 mètres de longueur, susceptible de prolongement en cas de besoin, dans la forêt de Colfontaine, aux principales conditions indiquées dans l'exposé des motifs de la présente loi ;

II. A céder à la Société anonyme du Charbonnage de Marcinelle-Nord 33 a. 50 c. de terrain provenant de la parcelle section A, n° 94^s du cadastre de Couillet, en échange d'emprises contenant ensemble 34 a. 92 c. à faire dans les parcelles section A, 617^a du cadastre de Marcinelle, section A, n°s 58^s, 59ⁱ, 59^m et 59^o de Couillet, et à charge par l'Etat de payer à la Société une soulte de 4,500 francs ;

III. A céder à la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, à Liège, des immeubles domaniaux d'une contenance totale

Saint-Gilloise », samenwerkende sportverenootschap gevestigd te Sint-Gillis, voor eenen termijn van dertig jaar en mits eene jaarlijksche huur van 1,000 frank, van een terrein, ongeveer 2 hectaren groot, deel uitmakende van het voormalig eigendom Duden, te Vorst ;

8° De overeenkomst op 30 Mei-30 Juni 1913 tusschen den Staat en de stad Nieupoort gesloten, met het oog op de uitbreiding van de haveninrichtingen.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd om :

I. Aan de gemeente Pâturages vergunning te verleen en om de bronnen van « l'Ermite » en van « Cerisier » te leiden en eene ongeveer 1,300 meter lange, desnoods voor verlenging vatbare, draineergang aan te leggen in het woud van Colfontaine, onder de hoofdvoorwaarden aangeduid in de memorie van toelichting van deze wet.

II. Aan de « Société anonyme du Charbonnage de Marcinelle-Nord » 33 a. : 0 c. grond af te staan, voortkomende van het perceel sectie A, n° 94^s van het kadaster van Couillet, in ruiling tegen gronden gezamenlijk groot 34 a. 92 c. te nemen in de percelen sectie A, n° 617^a van het kadaster van Marcinelle, sectie A, n°s 58^s, 59ⁱ, 59^m en 59^o van Couillet, en mits eene toegift van 4,500 frank door den Staat aan de vennootschap te betalen ;

III. Aan de « Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne », te Luik, onroerende domein-goederen, gezamenlijk groot 86 a.

causés à son usine par la construction du mur de soutènement destiné à l'exhaussement de la ligne de ceinture de Bruxelles-Midi vers Cureghem;

VIII. A céder à la Société anonyme des Ciments de Mons deux excédents de terrain situés à Obourg, le long du canal du Centre, contenant ensemble 66 a. 03 c. 44 dm., cadastrés section C, partie des n°s 240c., 243c., 247e et 216b. en échange d'un terrain de 55 a. 29 c. situé au même lieu, section C, n° 214c, et moyennant une soulte de fr. 2,666.18 à payer à l'Etat par la Société.

ART. 3.

L'article 6 de la loi du 11 septembre 1895 (*Moniteur* du 19, n° 262), qui a délégué au Gouvernement le pouvoir de créer des taxes à percevoir au profit du Trésor, du chef de l'usage du bassin à flot de Nieupoort, et d'en fixer les tarifs est étendu aux extensions du dit bassin, ainsi qu'à toutes installations de l'Etat dépendant de ports maritimes ou en rivière.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à exproprier, dans les conditions prévues à l'article premier de la loi du 30 mars 1906 et en vue des destinations qui y sont mentionnées, les immeubles situés sur le territoire d'Eeckeren indiqués au plan parcellaire et au tableau d'emprises arrêtés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics le 25 mars 1914.

wegens schade aan hare fabriek veroorzaakt door het bouwen van den steunmuur bestemd tot de verhooging van den ringspoorweg Brussel-Zuid-Cureghem;

VIII. Aan de « Société anonyme des Ciments de Mons » twee overschotten van terrein af te staan gelegen te Obourg, langs de vaart van het Centrum, gezamenlijk groot 66 a 03 c. 44 dca., kadastraal bekend sectie C, gedeelte der n°s 240c, 243c, 247e en 216b, in ruiling tegen een terrein van 55 a. 29 c. van zelfde ligging, gekadaastreerd sectie C, n° 214c. en mits eene toegift van fr. 2,666.18 door de vennootschap aan den Staat te betalen.

ART. 3.

Artikel 6 der wet van 11 September 1895 (*Staatsblad* van den 19^e, n° 262), dat aan de Regeering machtiging heeft verleend taxes te vestigen, ten voordeele der Schatkist te heffen, uit hoofde der benutting van het drijvend dok te Nieupoort, en het tarief er van vast te stellen, wordt uitgestrekt tot de uitbreidingen van gemeld dok, alsook tot de Staatsinrichtingen afhangerende van zee- of rivierhavens.

ART. 4.

De Regeering wordt er toe gemachtigd om, volgens het bepaalde onder artikel 1 der wet van 30^e Maart 1906 en met het oog op de daarin vermelde bestemmingen, de onroerende goederen te onteigenen, gelegen op het grondgebied Eeckeren, en aangeduid op het perceels-gewijze plan en op de tabel van grondinnemingen door den Minister van Landbouw en Openbare Wer-

La limite des expropriations autorisées par l'article 8 de la loi du 10 mai 1900, l'article 7 de la loi du 18 août 1907, l'article 10 de la loi du 16 septembre 1908 et l'article 6 de la loi du 18 mai 1912, est modifiée, en ce qui concerne les emprises figurées aux plans parcellaires n° 17, 21, 46bis, 46ter, 60 et 62, conformément aux indications des plans parcellaires et du tableau d'emprises également arrêtés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics le 25 mars 1914.

Donné à Ostende le 22 avril 1914.

ken den 25^a Maart 1914 vastgesteld.

De grenslijn van de bij artikel 8 der wet van 10^a Mei 1900, artikel 7 der wet van 18^a Augustus 1907, artikel 10 der wet van 16^a September 1908 en artikel 6 der wet van 18^a Mei 1912 geoorloofde onteigeningen, wordt gewijzigd, wat betreft de in te nemen gronden afgebeeld op de perceelsgewijze plannen n° 17, 21, 46bis, 46ter, 60 en 62, overeenkomstig de aanwijzingen van de perceelsgewijze plannen en van de tabellen van grondinnemingen door den Minister van Landbouw en Openbare Werken insgelijks den 25^a Maart 1914 vastgesteld.

Gegeven te Oostende, den 22^a April 1914.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

Van 's Konings wege :
De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE,

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

A. VAN DE VYVERE.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

G. HELLEPUTTE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen,
Posterijen en Telegrafen,*

Paul SEGERS.